



ACTUALITES SECTORIELLES AU ROYAUME-UNI

Climat, énergie, environnement, industrie, numérique, services professionnels, transport

SOMMAIRE

Climat & Energie

- Michael Gove bien placé pour reprendre la Présidence de la COP 26
- Les ONG appellent à un plus fort engagement du Premier ministre sur le climat

Industrie

- L'interdiction de vente de véhicules thermiques avancée à 2035

Numérique

- NHS crée un prix en intelligence artificielle
- Le *Centre for Data Ethics and Innovation* (CDEI) rend son premier rapport sur le ciblage en ligne

Services professionnels

- Le régulateur comptable renforce sa mission de surveillance réglementaire

Régions

- La quasi-totalité des councils pourraient augmenter la taxe d'habitation cette année
- L'écart de productivité interrégional est au plus haut depuis cent ans

Transport

- Interrogé sur le sort d'HS2, le Premier Ministre suggère que le projet puisse être maintenu
- Le Ministère des transports présente sa mesure phare en faveur des bus électriques

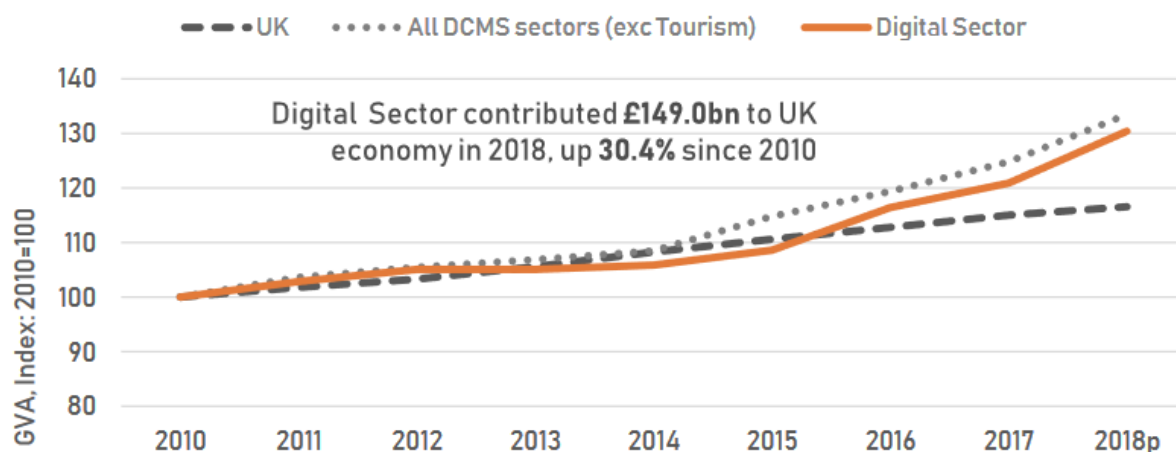
FAIT MARQUANT

Le Premier ministre britannique a officiellement lancé le 4 février la Conférence des Parties sur le changement climatique (COP 26) prévue à Glasgow en novembre 2020. Accompagné du Premier ministre Italien Giuseppe Conte et du naturaliste David Attenborough, Boris Johnson a prononcé un discours très général et peu détaillé quant aux objectifs et à la stratégie de la Présidence britannique et a appelé l'ensemble des États à prendre de nouveaux engagements dans le domaine climatique et en matière de neutralité carbone d'ici 2050. Les deux annonces notables concernent le lancement d'une année pour l'action climatique (UK year of climate action) qui doit permettre aux acteurs étatiques et non étatiques de prendre de nouveaux engagements d'ici la COP 26 et l'interdiction au Royaume-Uni de la vente de véhicules thermiques incluant les véhicules hybrides à partir de 2035 et non plus 2040. Ce lancement qui devait créer une véritable dynamique autour du Premier ministre, a toutefois été largement pollué par le limogeage de l'ancienne présidente de la COP 26 Claire O'Neill. Cette dernière a notamment pointé, dans une lettre rendue publique, les insuffisances du dispositif et l'absence de stratégie du Premier ministre pour obtenir un réhaussement des ambitions à la COP fin novembre. Une impulsion nouvelle pourrait intervenir lors de la nomination du nouveau Président de la COP 26 à l'occasion du remaniement ministériel à venir.

GRAPHIQUE DE LA SEMAINE

Le Ministère du Numérique, de la Culture, des Médias et du Sport a publié les derniers [chiffres](#) de contribution de ces secteurs à l'économie britannique (2018). Entre 2017 et 2018, la croissance du secteur du numérique au Royaume-Uni (7,9%) était près de six fois supérieure à celle du reste de l'économie du pays (1,4%).

Figure 4.3: Index of real-terms GVA growth for the Digital Sector and for total UK: 2010 to 2018 (2010=100)



CLIMAT & ENERGIE

Michael Gove bien placé pour reprendre la Présidence de la COP 26 – l'ancien ministre de l'Environnement et de l'Agriculture du Gouvernement de Theresa May et actuel Chancelier du Duché de Lancaster serait le mieux placé pour remplacer Claire O'Neill limogée la semaine dernière à la [Présidence de la COP 26](#). Cette nomination devrait intervenir à l'occasion du prochain remaniement ministériel.

Le Premier ministre doit s'engager plus directement dans le domaine du climat – [plusieurs ONG et think tanks](#) ont regretté le manque de *leadership* du Premier ministre à l'occasion du lancement de la COP 26 à Londres le 4 février et ont déploré le peu d'annonces concrètes pour atteindre la neutralité carbone en 2050.

INDUSTRIE

L'interdiction de vente de véhicules thermiques avancée à 2035 - Dans une [communication officielle](#) publiée avant l'ouverture de la conférence de lancement de la COP 26, le gouvernement britannique a annoncé que l'arrêt de la vente des véhicules thermiques – prévu pour 2040 – serait avancé à 2035, s'alignant ainsi sur les recommandations du Comité sur le Changement Climatique (CCC). Surtout, l'interdiction de vente inclura désormais les véhicules hybrides. La SMMT, fédération professionnelle de l'industrie automobile britannique, s'est inquiétée de ce changement d'objectif, estimant qu'il nécessiterait des investissements considérables de la part des constructeurs automobiles et qu'il brouillait les messages envoyés aux consommateurs. La SMMT estime notamment « qu'une simple date butoir, sans plan d'actions associé » risque de grever la compétitivité du marché britannique et de décourager les industriels à produire au RU. Le DG de la SMMT regrette tout particulièrement que les véhicules hybrides soient désormais inclus dans la mesure et appelle à

ce que le gouvernement clarifie sa position sur la subvention pour les voitures rechargeables (*Plug-in Car Grant*) qui a été amendée en 2018 pour exclure les véhicules hybrides de son champ. En 2017, les véhicules très faibles émissions représentaient 1,9% du total des ventes de véhicules (1,3% pour les hybrides rechargeables et 0,5% pour les modèles strictement électriques).

Table 5.4. Manufacturer commitments on electrification		
Manufacturer	Timing	Commitment
Nissan	2025	BEVs 50% of sales in Japan and Europe
Mercedes	2025	BEVs 15 - 25% of sales
VW	2025	EVs 25% of sales
Porsche	2030	EVs 100% of sales
Toyota	2030	EVs and conventional hybrids 50% of sales
Volvo	2030	EVs and conventional hybrids 50% of sales
Honda	2030	BEVs, PHEVs and hydrogen 15% of sales
Source: Nissan (2018) <i>M.O.V.E. to 2022 Midterm Plan</i> ; Daimler (2017) <i>CASE Strategy</i> ; VW (2016) <i>TOGETHER - Strategy 2025</i> ; Honda (2017) <i>2030 Vision</i> ; Manufacturer announcements.		

NUMERIQUE

NHS crée un prix en intelligence artificielle – NHSX, l'unité de transformation numérique de NHS, investit 140M£ sur trois ans pour financer des organisations porteuses de projets innovants en intelligence artificielle, dans le domaine de la santé. Ce [nouveau prix d'innovation](#) a été créé sous l'impulsion du NHS AI Lab, lancé en août 2019. C'est le ministère de la santé et des affaires sociales Matt Hancock qui en a fait l'annonce lors de la *HealthTech Conference* du 28 janvier. Quelques jours plus tard avait lieu *Intelligent Health UK*, une conférence internationale sur les enjeux et les possibilités qu'offre l'intelligence artificielle dans la santé. Le Royaume-Uni souhaite faire figure de leader dans ce domaine d'avenir, en multipliant les investissements, conférences, et collaborations avec des entreprises et universités.

Le Centre for Data Ethics and Innovation (CDEI) rend son premier rapport sur le ciblage en ligne – Le CDEI, l'organisation britannique indépendante en charge de conseiller le gouvernement sur les problématiques d'éthique dans l'exploitation des données, a rendu un premier [rapport](#) sur le ciblage publicitaire en ligne. Après un an de travail et d'enquête auprès des britanniques, le CDEI dévoile que seulement 28% d'entre eux font confiance aux plateformes numériques pour cibler les internautes de manière responsable. 61% demandent davantage de réglementation, contre 17% qui se satisfont de l'autorégulation des plateformes. Le CDEI a donc remis une liste de recommandations au gouvernement pour renforcer la confiance des internautes dans les plateformes numériques. Elle s'articule autour des concepts de responsabilité des plateformes, devoir de transparence et renforcement du contrôle des internautes sur leurs données. La CDEI recommande notamment de donner des pouvoirs d'investigation au futur régulateur du numérique (évoqué dans le livre blanc sur les « online harms » d'avril 2019), afin qu'il puisse imposer aux plateformes numériques des audits extérieurs indépendants.

REGIONS - NATIONS

La quasi-totalité des councils pourraient augmenter la taxe d'habitation cette année – Presque tous les councils (97 %) prévoiraient d'augmenter leur taxe d'habitation en 2020-21 pour faire face à l'augmentation de leurs dépenses selon un rapport alarmiste du Local Government Information Unit and Municipal Journal, la plupart (93 %) prévoyant de l'augmenter de plus de 1,5 %. En outre, plus de la moitié des councils auraient dû modifier leurs plans de financement pour 2020-21 à la suite de la hausse des taux d'intérêt de leurs emprunts auprès du *Treasury* intervenue en octobre 2019, tandis que 23 % prévoiraient de se tourner vers les marchés via l'Agence d'émission d'obligations sub-souveraines britannique (UK Municipal Bonds Agency), comparé à 7-14 % depuis 2015. Enfin, 75 % des councils envisageraient d'investir dans des projets d'immobilier commercial cette année, toujours en vue de diversifier leurs sources de revenus pour faire face à la diminution des subventions du gouvernement central.

L'écart de productivité interrégional est au plus haut depuis cent ans – Les écarts de productivité inter-régionaux auraient atteint un niveau tel que le plan d'investissement public de 100 Md£ de S. Javid dans les infrastructures locales et la formation de la main d'œuvre n'aurait qu'un effet limité sur la croissance et la productivité de long terme des régions selon une [étude](#) du think-tank NIESR qui fait écho à un autre [rapport](#) de l'Industrial Strategy Council publié la veille. Ce faible niveau de retour sur investissement serait dû au fait que la hausse de l'activité du secteur public amputerait automatiquement celle du privé compte tenu de la tension actuelle du marché du travail (effet d'éviction). Le maire (travilliste) du Grand Manchester A. Burnham, qui a salué la volonté du gouvernement de réorienter les dépenses publiques d'infrastructure à l'extérieur de Londres vers les régions du nord de l'Angleterre, a appelé B. Johnson à subventionner des réseaux de bus « comme à Londres » pour « niveler par le haut » les régions du nord.

SERVICES PROFESSIONNELS

Le régulateur comptable renforce sa mission de surveillance réglementaire – Le *Financial Reporting Council* (FRC) a [annoncé](#) une refonte majeure de ses fonctions de supervision et de contrôle qui devrait permettre de réduire le temps de traitement des enquêtes et d'accélérer la prise de décision leur faisant suite. Le régulateur prévoit notamment d'augmenter les prélèvements volontaires des cabinets contribuant à son budget de 5,5 M£ à hauteur de 47,2 M£ afin de recruter une centaine d'avocats et auditeurs spécialisés dans la comptabilité judiciaire pour améliorer la conduite des enquêtes. Le FRC devrait par ailleurs encore renforcer la surveillance des cabinets du *Big 4*, de BDO et de Grant Thornton en augmentant de 25 % le nombre de contrôles de leurs audits et en élargissant leur champ aux grandes entreprises privées et non plus aux seules grandes sociétés cotées et institutions financières. Le FRC devrait être remplacé par un nouveau régulateur cette année, l'ARGA (*Audit, Reporting and Governance Authority*).

TRANSPORT

Interrogé sur le sort d'HS2, le Premier Ministre suggère que le projet puisse être maintenu - Alors qu'il accuse HS2 Ltd, la société créée pour superviser le projet de deuxième ligne à grande vitesse, d'avoir « trop dépensé et gaspillé d'argent », Boris Johnson a fait allusion à la nécessaire accélération des travaux de construction de la ligne. (« *Nous sommes dans le pétrin, dans un trou. Et Lorsqu'on se trouve dans un trou de la taille d'HS2, la seule chose à faire est de continuer à creuser* »). L'arbitrage final relatif à HS2 devrait intervenir à la fin du mois.

Le Ministère des transports présente ses mesures phares en faveur des bus électriques – Les autorités locales pourront désormais postuler au fonds en faveur des bus électriques abondé à hauteur

de 50M£. Les autorités locales sélectionnées lors de cette phase pilote seront ensuite utilisées comme modèles lors de la phase de généralisation –l’objectif étant que l’ensemble de la flotte de bus soit électrique en 2025. Un fonds de 20M£ est également ouvert afin d’expérimenter des services de « bus sur demande » en zones rurale et périurbaine, via une application dédiée. 30M£ seront enfin alloués aux collectivités locales anglaises sous-dotées afin de leur permettre de rétablir les services de bus qui ont été récemment supprimés – les financements locaux dédiés aux buses ont chuté de 40% ces dix dernières années.



Copyright – tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du service économique régional de Londres (adresser les demandes à : londres@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité – le service économique régional s’efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l’utilisation et de l’interprétation de l’information contenue dans cette publication.

Veille rédigée par Claire BEDOUI (numérique), Laura GUENANCIA (régions, services professionnels) Gautier HOUEL (climat, énergie, environnement) et Pauline MAZURIER-NOLIN (industrie, transport).